

Rapport du conseil d'administration au sens de l'art. 29 LBVM relatif à l'offre publique d'acquisition d'OC Oerlikon Corporation SA

Saurer SA
Textilstrasse 2
CH-9320 Arbon
Téléphone +41 (0)71 447 52 91
Téléfax +41 (0)71 447 52 88
www.saurer.com

1 Contexte

Le 6 septembre 2006, OC Oerlikon Corporation SA («Oerlikon») a procédé à l'annonce préalable d'une offre publique d'acquisition en espèces non sollicitée portant sur toutes les actions de Saurer SA («Action[s] Saurer» et «Saurer» ou la «Société») en mains du public avec un prix d'offre de CHF 93.42 par Action Saurer («Offre Initiale»). Ce prix d'offre initialement offert correspondait au prix boursier minimal, c'est-à-dire à la moyenne du cours d'ouverture pendant les 30 derniers jours boursiers précédant la publication de l'annonce préalable.

Dans le cadre de l'annonce préalable du 6 septembre 2006, il a également été communiqué qu'Oerlikon a acquis de divers véhicules d'investissement gérés par Laxey Partners Ltd. une participation dans Saurer à hauteur de 24.1% des Actions Saurer au prix de CHF 120 par Action Saurer. Oerlikon a en plus acquis de plusieurs banques des droits d'option portant sur l'acquisition de 26.1% d'Actions Saurer supplémentaires.

Sur ce, la Commission suisse des OPA («COPA») a engagé de son propre chef une procédure afin d'éclaircir deux questions essentielles soulevées par le conseil d'administration de Saurer dans l'intérêt des actionnaires, nommément: la participation d'Oerlikon, qui est composée d'une participation *directe* en actions et d'une participation *indirecte* constituée par l'acquisition d'options, exige-t-elle la soumission d'une offre obligatoire? Le prix d'offre de CHF 93.42 par Action Saurer correspond-il à la «Best-price rule»?

Par communiqué de presse du 8 septembre 2006, Oerlikon a indiqué que le prix d'offre serait augmenté à CHF 110 par Action Saurer.

Le 15 septembre 2006, le conseil d'administration de Saurer a informé ses actionnaires qu'il était confiant que dans la procédure en cours la COPA exigerait, en raison des faits, une adaptation de l'offre d'Oerlikon.

Le 11 octobre 2006, Oerlikon a informé le public qu'elle avait vendu l'entier de sa participation en options aux banques mêmes qui avaient émises les options et qu'elle avait simultanément acquis des Actions Saurer à hauteur de 20.6% de toutes les Actions Saurer et pour un prix de CHF 116.50 par Action Saurer. En conséquence de quoi, Oerlikon a augmenté le prix d'offre à CHF 116.50 par Action Saurer et a renoncé à toutes les conditions, mis à part à la condition concernant la concurrence et à celle relative à l'exécution. L'offre correspondait ainsi, en ce qui concerne l'abandon des conditions, à ce que le conseil d'administration de Saurer avait exigé auprès de la COPA et aux exigences auxquelles doit satisfaire une offre obligatoire.

En date du 12 octobre 2006, le conseil d'administration de Saurer a fait savoir qu'à son avis le prix d'offre offert de CHF 116.50 n'était pas correct. Le conseil d'administration de Saurer a également pris acte qu'Oerlikon avait transformé l'offre en une offre obligatoire.

Le 16 octobre 2006, après la clôture du négoce, la convention de transaction élaborée entre Oerlikon et Saurer a pris effet, en raison de la réalisation de certaines conditions de validité, à 21 heures; cette convention comprend l'augmentation du prix d'offre ainsi que la publication par le conseil d'administration de Saurer d'une recommandation d'accepter l'offre (cf. chiffre 4 pour des détails concernant la convention de transaction).

Le 16 octobre 2006, Oerlikon a communiqué, après la clôture du négoce et peu avant minuit, que le prix d'offre serait augmenté à CHF 135 (en espèces) par Action Saurer (l'«Offre Augmentée»). Sur ce, tôt le matin du 17 octobre 2006, le conseil d'administration de Saurer a pour sa part fait savoir, qu'il considérait l'Offre Augmentée comme étant attractive et qu'il allait recommander d'accepter l'Offre Augmentée, sous réserve bien sûr d'une éventuelle recommandation de la COPA selon laquelle le prix d'offre doit être augmenté.

Quant aux deux questions soumises par Saurer à la COPA (cf. ci-dessus), la COPA a décidé, par recommandation du 31 octobre 2006, dans le sens des conclusions de Saurer:

1. Les achats d'options effectués par Oerlikon sont à qualifier d'acquisition indirecte d'Actions Saurer, ce qui a pour conséquence qu'Oerlikon était tenue depuis le 11 septembre 2006 de soumettre une offre obligatoire.
2. Le prix maximum payé («*Best Price*»), après la publication de l'annonce préalable, pour l'acquisition indirecte d'Actions Saurer par le biais d'une acquisition d'options s'élève à CHF 133.10 par Action Saurer. Ce prix résulte de l'addition du prix d'exercice et de la prime d'option et se rapporte à une transaction d'options conclue le 6 septembre 2006 après la clôture du négoce.

2 Recommandation concernant l'Offre Augmentée

Le conseil d'administration de Saurer a analysé de façon circonstanciée avec la direction supérieure et ses conseillers tant l'offre d'Oerlikon que les perspectives à court et à long terme de Saurer en tant qu'entreprise indépendante. De plus, le conseil d'administration a discuté des diverses options stratégiques et financières ouvertes à Saurer. Le 5 novembre 2006, suite à une analyse approfondie de l'Offre Augmentée, le conseil d'administration a décidé à l'unanimité de recommander aux actionnaires de Saurer d'accepter l'Offre Augmentée.

Le conseil d'administration attire expressément l'attention sur le fait qu'il a établi le 5 novembre 2006 son rapport concernant l'offre publiée le 18 octobre 2006 par Oerlikon. Par conséquent, il ne peut pas prendre position au sujet de la postpublication, telle que l'a exigée la COPA dans sa Recommandation du 31 octobre 2006.

3 Motivation

L'Offre Augmentée comprend une prime de 45% par rapport à l'offre en espèces initiale de CHF 93.42 par Action Saurer, c'est-à-dire par rapport au cours de clôture moyen des 30 derniers jours boursiers précédant la publication de l'annonce préalable de l'Offre. Le prix d'offre augmenté est supérieur de 50% par rapport à la moyenne des 12 derniers mois précédant la publication de l'annonce préalable de l'offre.

De plus, le conseil d'administration a chargé BDO Visura («BDO») de contrôler l'adéquation financière de l'Offre Augmentée. Suite à des analyses d'évaluation et des réflexions sur la question de la valeur effectuées de façon indépendante, BDO est parvenue à la conclusion que l'Offre Augmentée d'Oerlikon est adéquate et équitable d'un point de vue financier (la version intégrale de la «Fairness Opinion» est disponible sous «www.saurer.com/investor relations» et peut être commandée auprès de Saurer Management SA, Bahnhofplatz 12, 8401 Wintherthour).

Après avoir discuté avec la direction de Saurer et pris conseil auprès de la Deutsche Bank, le conseil d'administration est arrivé à la conclusion que l'offre est à considérer comme attractive. L'Offre Augmentée d'Oerlikon permet aux actionnaires de Saurer de vendre leurs Actions à Oerlikon pour un prix équitable.

4 Convention de transaction

La convention conclue entre Saurer et Oerlikon a pris effet le 16 octobre 2006 après la clôture du négoce. Cette convention prévoit pour l'essentiel qu'Oerlikon soumettra une offre comprenant un prix d'offre de CHF 135 et que le conseil d'administration de Saurer qualifiera l'Offre Augmentée d'équitable dans son rapport. L'accord du conseil d'administration quant au prix d'offre de CHF 135 a été donné sous réserve d'une Recommandation de la COPA, par laquelle la COPA déclare un prix supérieur à CHF 135 comme juridiquement valable. Conformément à la Recommandation du 31 octobre 2006 (cf. ci-dessus chiffre 1), cette réserve est sans effet et le prix d'offre reste à CHF 135 par Action Saurer.

Une présentation du contenu de la convention de transaction figure dans le prospectus d'offre publié par Oerlikon le 18 octobre 2006 sous le titre «Convention de Transaction» au chiffre 5.4.

5 Autres informations exigées par le droit suisse des OPA

5.1 Conflits d'intérêts potentiels

Il n'existe pas de conflits d'intérêts au sens de l'art. 31 OOPA pour les membres du conseil d'administration et de la direction supérieure.

Aucun membre du conseil d'administration ou de la direction supérieure n'a conclu d'accord contractuel avec Oerlikon; aucun membre du conseil d'administration ou de la direction supérieure n'a de liens ou d'autres ententes avec Oerlikon. Mis à part la compréhension commune que les contrats de travail, les plans d'options et les gratifications convenues sont à respecter et à honorer, aucune assurance ferme n'a été donnée vis-à-vis d'une personne particulière ni aucun autre engagement ferme n'a été convenu dans ce contexte. Ni les membres du conseil d'administration ni ceux de la direction supérieure n'ont été élus à la demande d'Oerlikon.

Il n'existe pas d'accords ni d'ententes communes sur la question de savoir si des membres du conseil d'administration seront réélus. Il faut partir du fait qu'après l'exécution de l'Offre Augmentée une assemblée générale extraordinaire aura lieu, lors de laquelle il sera procédé à des élections au conseil d'administration. A la date d'établissement du présent rapport (5 novembre 2006), le conseil d'administration de Saurer n'a pas connaissance des intentions d'Oerlikon en ce qui concerne le conseil d'administration ou la direction supérieure de Saurer (et souligne à cet égard que, conformément à la Recommandation de la COPA du 31 octobre 2006, Oerlikon est tenue de publier ses intentions à ce sujet).

5.2 Accords contractuels ou autres liens avec Oerlikon

Hormis la convention de transaction du 16 octobre 2006 conclue entre Saurer et Oerlikon, il n'existe aucun accord contractuel ou autre lien entre Saurer et Oerlikon.

5.3 Intentions des Actionnaires qui détiennent plus de 5% des droits de vote

Hormis Oerlikon, le conseil d'administration a connaissance, en raison de l'obligation de déclarer de l'art. 20 LBVM, du fait que la Zürcher Kantonalbank détient une participation supérieure à 10% (la participation déclarée s'élève à 13.05%). Le conseil d'administration n'a pas connaissance des intentions de la Zürcher Kantonalbank concernant l'offre d'Oerlikon.

5.4 Mesures de défense au sens de l'art. 29 al. 2 LBVM

Le conseil d'administration a demandé à la COPA si, en raison de l'annonce préalable de l'offre d'acquisition d'Oerlikon, il lui était possible de signer, dans l'intérêt de la société, le contrat de crédit «Syndicated Multi-Currency Revolving Credit Facility Agreement», dont la négociation était définitivement achevée, et si cette signature constituait une mesure de défense non autorisée. Par Recommandation du 13 octobre 2006, la COPA a fait savoir que la signature du contrat de crédit «Syndicated Multi-Currency Revolving Credit Facility Agreement» par le conseil d'administration *constituerait* une mesure de défense contraire à la loi. Le conseil d'administration s'est tenu à cette Recommandation et n'a signé aucune sorte de contrats de crédit. Le conseil d'administration n'a ainsi à aucun moment pris une mesure de défense et n'entend également pas dans le cours futur de la procédure d'acquisition restreindre la liberté de décision des actionnaires par une quelconque mesure de défense.

5.5 Rapports financiers

Le conseil d'administration n'a connaissance d'aucun changement négatif majeur du patrimoine, de la situation financière et des résultats ainsi que des perspectives commerciales de Saurer depuis la publication, le 25 juillet 2006, des résultats pour le premier semestre de l'exercice 2006.

Annexe:

Conséquences financières potentielles de l'Offre Augmentée pour les membres du conseil d'administration et de la direction supérieure

a. Contrats de travail

Le conseil d'administration, dans l'intérêt d'une intégration rangée de la Société, a édicté une réglementation transitoire, laquelle concerne les collaborateurs qui sont liés par un contrat de travail aux sociétés Saurer Management AG à Winterthour et SOCIETE ANONYME ADOLF SAURER à Arbon, soit des entités qui ont la fonction de holding. Il s'agit de 26 collaborateurs, qui n'appartiennent pas à la direction supérieure. Les contrats de travail de tous ces collaborateurs, pour autant qu'ils n'obtiennent pas un nouveau poste auprès d'Oerlikon ou de tiers, peuvent être résiliés – si le délai de résiliation contractuel est de six mois – au plus tôt pour le 30 septembre 2007 ou – si le délai de résiliation est de trois mois – au plus tôt pour le 30 juin 2007. Dans l'hypothèse où ces contrats individuels de travail prévoient des délais de résiliation plus longs, ce sont ces derniers qui s'appliquent. Pour ces questions, il faut considérer que le changement de contrôle interviendra à fin 2006; les frais possibles qui peuvent au plus en découler pour la Société s'élèvent à CHF 860 329 au total.

Aucune règle transitoire n'a en revanche été prévue pour la direction à quatre têtes (composée de Heinrich Fischer, Peter Stiefenhofer, Josef Steiger et Marcello Lamberto) et pour les responsables de secteur des Business Units, et il n'existe pas de dispositions protectrices particulières en cas de changement de contrôle.

Le CEO Heinrich Fischer, à sa propre demande, dispose d'un délai de résiliation de six mois seulement.

Personne – que ce soient les membres de la direction supérieure ou du conseil d'administration – ne dispose, dans son contrat, d'une indemnité de départ ou d'une clause de changement de contrôle.

b. Membres du conseil d'administration de Saurer SA

Eu égard à la charge supplémentaire de travail de ces derniers mois, tous les membres actuels du conseil d'administration recevront leurs honoraires habituels d'administrateurs, les honoraires forfaitaires de conseil, les dépenses forfaitaires ainsi que les indemnités de présence et ce, jusqu'à l'échéance de leur mandat, même s'ils se retirent ou sont révoqués à une assemblée générale extraordinaire tenue avant l'assemblée générale ordinaire prévue pour le 10 mai 2007.

Les plans d'options des membres du conseil d'administration n'ont pas été adaptés en vue du changement de contrôle et leurs modalités ne seront pas non plus modifiées à la suite de ce dernier. La dernière tranche des plans d'options (se rapportant aux options mentionnées dans le rapport de gestion 2005) en faveur du conseil d'administration sera exigible le 19 novembre 2006. Les membres du conseil d'administration ont annoncé qu'ils exerceront les options qu'ils détiennent et acquerront ainsi des actions de Saurer (27 000 pour le conseil d'administration et la direction; 11 000 pour le conseil d'administration seul, sans le CEO). Par conséquent, Saurer, conformément à la pratique suivie jusqu'alors, va vendre 100% des actions sous-jacentes pendant le délai supplémentaire et verser le bénéfice de l'opération aux anciens titulaires des options.

Tous les versements, prévus par contrat, résultant du programme de participations à long terme 2007 (cf. le rapport de gestion 2005, page 98) seront effectués en faveur du conseil d'administration au 31 juillet 2007. Cette gratification sera versée au pro rata aux administrateurs qui seront amenés à quitter le conseil d'administration suite au changement de contrôle.

L'effet des membres du conseil d'administration sur le compte de résultat 2007 est de CHF 275 000 s'agissant du programme de participations à long terme (sans le CEO) et de CHF 197 000 s'agissant de leurs indemnités d'administrateur (sans le CEO).

c. Membres de la direction (sans le CEO)

Les plans d'options des membres de la direction ainsi que des responsables de secteur des *Business Units* n'ont pas été adaptés en vue du changement de contrôle et leurs modalités ne seront pas non plus modifiées à la suite de ce dernier. La dernière tranche des plans d'options (se rapportant aux options mentionnées dans le rapport de gestion 2005) en faveur des membres de la direction et des responsables de secteur des *Business Units* sera exigible le 19 novembre 2006. Le conseil d'administration de Saurer part du principe que les membres de la direction ainsi que les responsables de secteur des *Business Units* exerceront toutes les options encore existantes; par conséquent, Saurer, conformément à la pratique suivie jusqu'alors, va vendre 100% des actions sous-jacentes – 16 000 actions pour les membres de la direction et 19 100 actions pour les responsables de secteur des *Business Units* – pendant le délai supplémentaire et verser le bénéfice de l'opération aux anciens titulaires des options.

Tous les versements de bonus pour la période 2004–2007 (programme de participations à long terme) prévus contractuellement pour le 31 juillet 2007 seront effectués en faveur des membres de la direction et des responsables de secteur des *Business Units* au 31 juillet 2007. La comptabilité de Saurer tient compte au pro rata des coûts éventuels entraînés par le versement de ces bonus. Dans la mesure où tous les bénéficiaires, qu'ils soient membres de la direction ou responsables de secteur des *Business Units*, sont soumis à des délais de résiliation qui, à compter du changement de contrôle, arrivent à échéance après le 31 juillet 2007 (et même à compter d'aujourd'hui arrivent à échéance après le 31 juillet 2007), le changement de contrôle n'entraîne pas de modifications. La même règle s'applique aux bonus annuels de résultat, lesquels sont dus au pro rata pour les résultats obtenus et dans la mesure prévue par le contrat de travail.

d. CEO Heinrich Fischer

Les règles énoncées applicables aux autres membres de la direction valent également pour Monsieur Fischer, sous réserve de son délai de résiliation, qui est de six mois seulement. Si Monsieur Fischer devait démissionner avant le 31 juillet 2007, le bonus du programme de participations à long terme 2004–2007 serait versé au pro rata. Cette règle entraîne pour le compte de résultats 2007 des coûts de CHF 242 000 au plus.

e. L'état des actions et des options des membres du conseil d'administration et de la direction

En date du 5 novembre, les membres non-exécutifs du conseil d'administration détiennent au total 457 100 Actions Saurer, 11 000 options de collaborateur et aucune option négociable portant sur des Actions Saurer.

A la même date, les membres de la direction (y compris les membres exécutifs du conseil d'administration) détiennent au total 59 000 Actions Saurer, 16 000 options de collaborateur et aucune option négociable portant sur des Actions Saurer.

Winterthour, le 5 novembre 2006

Pour le conseil d'administration



Prof. Dr Giorgio Behr



Alexis Fries